

TIZI-OUZOU

Sit-in des travailleurs de la formation et de l'enseignement professionnels

Les travailleurs de la formation et de l'enseignement professionnels, affiliés au syndicat UGTA, ont observé, mercredi 2 décembre dans la matinée, une demi-journée de protestation contre l'absence de dialogue et de concertation prévalant entre les établissements et la direction de wilaya, d'une part, et les sections syndicales et leur coordination de wilaya, d'autre part.

La protestation a pris la forme d'un sit-in tant au niveau des établissements qu'à l'échelle de la direction de la formation professionnelle de wilaya où sont représentés les centres et les instituts concernés par le mouvement, indiquent les responsables syndicaux à la tête du rassemblement à la DEF. Outre le rétablissement du dialogue et de la concertation entre les sections syndicales et les directeurs d'établissements et entre la coordination syndicale et la DEF, les protestataires réaffirment avec force les 7 points contenus dans leur plateforme de revendications datée du 30 septembre 2008 restée, 14 mois après, sans suite notable d'après eux. Le rétablissement du dialogue doit s'accompagner de la réactivation réelle et effective des organes consacrés par la réglementation au niveau des établissements, insistent les syndicalistes de l'UGTA exigeant, par ailleurs, leur participation à la mise en place, au niveau de la wilaya, d'une commission du logement, une gestion transparente et uniforme des œuvres



Photo : D. R.

sociales, leur participation active aux commissions paritaires chargées du recrutement, des avancements et des promotions et, enfin, la révision ou, à défaut, des textes additifs aux dispositions du statut particulier lésant les droits de certaines catégories.

Dans une déclaration datée du 30 septembre de l'année en cours, une part importante est accordée à la question du logement occulté, selon les syndicalistes concernés, par les directeurs d'établissements et la direction de wilaya. Il s'agit de 15 logements de l'INSFP de Oued Aïssi bloqués par le directeur depuis plusieurs années, de 4 autres logements du CFPA de Draâ-El-Mizan, inhabitables, souffrant de malfaçons, des 15 logements du CFPA de Aïn El-Hammam non réceptionnés à ce jour et, enfin, d'un programme de 84 logements qui n'ont fait l'objet d'aucune évaluation du taux de réalisation, indiquent les mêmes sources.

Les protestataires dénoncent la non-gestion des œuvres sociales consacrées, contrairement à leur vocation, à la distribution en numéraires dans la plupart des établissements. L'INSFP de Oued Aïssi est encore cité en exemple d'opacité et de violation de la réglementation en vigueur sur ce sujet, les œuvres sociales sont «gérées» comme des biens personnels, sans programme d'action ni bilan, précise-t-on, avant de dénoncer le népotisme dans le recrutement notamment lorsqu'il s'agit de pourvoir aux postes des nouvelles structures.

Les avancements et les promotions se feraient à la tête du client, ajoutent les syndicalistes qui ne seraient pas reconnus par les «pachas de directeurs d'établissement sous prétexte qu'ils ne représentent pas la majorité», se plaint-on encore. Considéré comme le partenaire officiel unique du pouvoir, l'UGTA, signataire du pacte national économique et so-

cial, qui ignore, depuis longtemps, les revendications des travailleurs, en témoigne la grève de trois semaines de l'éducation nationale, s'active, ces derniers jours, au sein des collectivités locales et de la formation professionnelle pour justifier sa place d'unique représentant des travailleurs au sein de la tripartite et tirer, ainsi, gloire des miettes qui seront concédées par les pouvoirs publics sous la pression des événements initiés par d'autres acteurs sociaux. On ne peut s'empêcher, en effet, de faire le rapprochement entre les mouvements de protestation qui viennent d'être déclenchés par l'UGTA avec la réunion de la tripartite au regard de l'ancienneté et du bien-fondé des revendications exprimées à juste titre par ce syndicat au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou où les structures syndicales faisaient, autrefois, figure d'opposants aux orientations de la centrale officielle.

B. T.

SÉTIF

Ouverture prochaine d'un centre de soins pour toxicomanes

Un centre intermédiaire de soins pour toxicomanes (CIST) sera réceptionné à Sétif «dans les semaines à venir», a-t-on appris mercredi de responsables de la wilaya.

Ce centre de désintoxication qui «s'inscrit dans le schéma de lutte contre ce fléau social», dans le cadre du plan national d'orientation pour la lutte contre la drogue et la toxicomanie, vient renforcer les 14 centres de soins déjà en

place dans nombre de wilayas, à l'instar de Tizi Ouzou, Oran et Constantine, a-t-on indiqué de même source.

Située au sein du centre hospitalier-universitaire (CHU) Saâdna-Abdennour de Sétif, cette infrastructure sanitaire, dont les travaux ont démarré en 2008, a nécessité la mise en place d'une enveloppe financière de 25 millions de dinars, a-t-on signalé à la wilaya.

S'agissant de la lutte contre ce fléau, les mêmes services ont fait état de 58 dossiers relatifs au trafic de stupéfiants,

traités durant le 1^{er} semestre 2009 par les services de la Gendarmerie nationale, donnant lieu à l'arrestation de 101 suspects, avec saisie de plus de 53 kg de kif traité et 581 comprimés de psychotropes.

Les services sanitaires, la sûreté de wilaya et les associations activant dans le champ de la prévention et de la lutte contre la drogue et la toxicomanie organisent périodiquement des journées d'information et de sensibilisation autour de ce thème.

APS

MASCARA

Des peines de 2 et 3 ans de prison pour apologie du terrorisme

Le tribunal criminel de Mascara a prononcé, mercredi dernier, des peines de deux et trois années de prison ferme à l'encontre de deux hommes impliqués dans une affaire de soutien au terrorisme, assorties d'une amende de 100 000 DA pour chacun d'entre eux.

Les deux mis en cause ont été reconnus coupables d'apologie du terrorisme, de détention d'armes à feu et de matériel de guerre sans autorisation, et de port de tenue militaire.

Les faits remontent, selon l'arrêt de renvoi, au mois de juin 2009 lorsque les services de la sûreté de daïra de Mohammadia (Mascara) avaient découvert, dans une ferme située à 4 km à l'est de cette ville, des tenues militaires, une cartouchière, deux fusils de chasse, deux bouteilles de gaz pour soudure, un appareil de transmission et deux ordinateurs, dont un portable, un lot de CD incitant aux actes terroristes et des jumelles. Les services de la sûreté ont alors arrêté trois personnes dont le propriétaire de la ferme. Lors du procès, le représentant du ministère public a requis une peine de 10 ans de réclusion criminelle assortie d'une amende de 500 000 DA à l'encontre des trois prévenus avec la confiscation des objets découverts, en mettant l'accent sur la gravité des faits retenus contre les mis en cause.

De son côté, la défense a plaidé pour l'innocence de ses mandants en soulignant que les objets découverts dans la ferme «sont utilisés sans intention d'incitation aux actes terroristes, que les ordinateurs étaient utilisés par l'un d'entre eux pour surfer sur le Net et que les deux pantalons militaires servaient comme tenue de travail de la terre».

APS

BATNA

De nouvelles infrastructures pour l'action sociale

De nouvelles infrastructures viendront renforcer, au cours du premier trimestre de l'année prochaine, le secteur de l'action sociale dans la wilaya de Batna, a-t-on appris mercredi du directeur par intérim du secteur. Selon M. Saâdi Mammeri, il s'agit de deux centres médico-pédagogiques pour enfants déficients mentaux, une annexe de l'école des jeunes sourds-muets à Barika (60 places) et un foyer de la solidarité pour les associations à caractère social, réalisé sur le budget de la wilaya. Les deux futurs centres médico-pédagogiques sont prévus à Merouana et Arris, et auront chacun une capacité d'accueil de 120 enfants avec un internat de 60 lits, est-il précisé.

La ville de Batna renforcera également ses capacités d'intervention en matière d'action sociale par la prochaine ouverture d'une annexe pour les enfants atteints d'infirmité motrice d'origine cérébrale (IMC), d'une capacité de 60 places élargies à 120, affirme le même responsable, faisant état de 208 enfants IMC portés sur la liste d'attente ouverte par la direction de l'action sociale et 141 enfants inscrits à l'association des parents d'enfants IMC.

Le secteur de l'action sociale à Batna gère au total 11 centres spécialisés, indique la même source qui précise que l'ouverture des nouvelles infrastructures comblera en grande partie l'actuelle demande de prise en charge, notamment des enfants déficients mentaux.

APS